

April 280 54 1906 19

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

5^{ème} CHAMBRE

COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN

AUDIENCE PUBLIQUE DU LUNDI 04 Mars 2019

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG numéro 3571 /2018

Jugement contradictoire
Du Lundi 04 mars 2019

Affaire :

LA SOCIETE SNBV MARITIME EX
TRANS-CI,
(MAITRE BINATE BOUAKE)

Contre

LA SOCIETE ECOWAS SHIPPING
SERVICES
(CABINET K.APPIA & ASSOCIES)

Décision :

Statuant publiquement, contradictoirement et en
premier ressort ;

Rejette l'exception tiré du sursis à statuer ;

Reçoit la société SNBV MARITIME EX TRANS-
CI en son action principale et la société
ECOWAS SHIPPING SERVICES en sa
demande reconventionnelle ;

Dit mal fondée la demande principale de la
société SNBV MARITIME EX TRANS-CI en
paiement de la somme de 30.876.273 F.CFA au
titre de ses factures impayées et de la somme
de 10.000.000 F/CFA à titre de dommages-
intérêts ;

L'en déboute ;

Dit mal fondée la demande reconventionnelle de
la société ECOWAS SHIPPING SERVICES en
paiement de la somme de 10.000.000 F.CFA à
titre dommages-intérêts pour procédure abusive
et vexatoire ;

en déboute ;

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son
audience publique ordinaire du lundi quatre mars de l'an
Deux Mille dix-neuf, tenue au siège dudit Tribunal, à
laquelle siégeaient :

Monsieur BOUAFFON OLIVIER, Vice-Président du
Tribunal, Président ;

Messieurs DOUA MARCEL, ALLAH-KOUADIO
TIACOH JEAN- CLAUDE, SAKO KARAMOKO FODE e
DIAKITE ALEXIS, Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître KOUASSI KOUAMBA
France WILFRIED, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la
cause entre :

LA SOCIETE SNBV MARITIME EX TRANS-CI
Commissionnaire agréée en Douane, Société Anonyme, a
capital social de 280.000.000 Francs CFA, dont le siège
social est sis à Abidjan, Treichville Boulevard VGE
immeuble YARA 1, 30 BP 163 Abidjan 30, Tél : 21 24 2
44 agissant aux poursuites et diligences de son Directeur
Général, Monsieur SILIKI BI KOMBA VINCENT
Nationalité Ivoirienne, domicilié à COCODY RIVIER
PALMERAIE;

Demanderesse, comparaisant et concluant par
canal de son conseil, Maître BINATE BOUAKE, Avocat
la Cour ;

D'une part

Et

LA SOCIETE ECOWAS SHIPPING SERVICES, SARL, a
capital social de 25.000.000 Francs CFA, dont le siège
social est sis à Abidjan, Treichville Boulevard de Marseille
immeuble MROUE, 08 BP 867 Abidjan 08, Cél : 08 03 3
000 inscrit au registre de commerce et du crédit mobili



130619

BR N
240619

1
BR N
240619

Condamne la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI aux dépens.

sous le numéro CI-ABJ-2016-B- 06378, prise en la personne de sa gérante, Madame DIBI ETCHEY ANGELE BLANCHE domiciliée au siège de ladite société ;

Défenderesse, comparaissant et concluant par le canal de son conseil le Cabinet K.APPIA & ASSOCIES ;

D'autre part ;

Enrôlé le 24 octobre 2018, le dossier a été évoqué à l'audience du 29/10/2018;

A cette date le Tribunal a ordonné une instruction, confiée au juge DOUA MARCEL, l'instruction a fait l'objet d'une ordonnance de clôture n°1379/2018 en date du 21 Novembre 2018 et la cause a été renvoyée à l'audience publique du lundi 26/11/2018 ;

A l'audience, le dossier a été mis en délibéré pour le lundi 04/03/2019 ;

Advenue ladite audience, le Tribunal a vidé le délibéré dont la teneur suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Oui les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, MOYENS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 18 octobre 2018, la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI ayant pour conseil Maître BINATE BOUAKE, Avocat à la cour, a servi assignation à la société ECOWAS SHIPPING SERVICES représentée par le Cabinet K. APPIA et ASSOCIES d'avoir à comparaître devant le Tribunal de commerce d'Abidjan pour, est-il dit dans l'exploit :

- Déclarer la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI recevable en son action ;
- L'y dire bien fondée ;
- En conséquence, condamner la société ECOWAS

SHIPPING SERVICES à lui payer la somme de 30.876.273 F/CFA représentant ses factures impayées ;

- La condamner en outre au paiement de la somme de 10.000.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts en réparation du préjudice subi ;
- La condamner aux dépens de l'instance distraits à Maître BINATE BOUAKE, Avocat aux offres de droit ;

La société SNBV MARITIME EX TRANS-CI commissionnaire agréée en douane expose au soutien de son action qu'elle a exécuté en vertu d'une convention en date du 16 novembre 2017 diverses prestations pour le compte de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES de la période allant du 03 janvier 2017 au 11 septembre 2018 pour un coût total de 145.438.819 F.CFA dont 114.446.891 F.CFA ont été remboursées par la société ECOWAS SHIPPING SERVICES, de sorte que celle-ci reste devoir la somme de 30.876.273 F.CFA au titre des factures impayées ;

Elle indique que pour le paiement du reliquat de sa dette, la société ECOWAS SHIPPING SERVICES a émis trois chèques d'un montant de 2.500.000 F.CFA qui sont revenus impayés pour défaut de provision ;

Elle ajoute qu'en dépit du courrier en date du 05 octobre 2018 qu'elle a adressé à la société ECOWAS SHIPPING SERVICES, celle-ci ne s'est pas acquitté du reliquat de sa dette ;

Elle sollicite en conséquence la condamnation de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES au paiement de la somme de 30.876.273 F.CFA au titre de ses factures impayées ;

Elle sollicite en outre le paiement de la somme de 10.000.000 F.CFA à titre de dommages-intérêts pour le préjudice subi ;

In limine litis, la société ECOWAS SHIPPING SERVICES excipe du sursis à statuer ;

Pour conclure ainsi, elle fait valoir que le juge de l'exécution du Tribunal de commerce de céans statuant sur une contestation de saisies conservatoires de créances pratiquées par la société SNBV MARITIME, EX TRANS-CI au préjudice de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES, a qualifié la société ECOWAS

SHIPPING SERVICES de débitrice de la société SNBV MARITIME EX-TRANS-CI ;

Elle estime qu'ayant interjeté appel de cette ordonnance RG n°4150-4295/2018 du 31 décembre 2018 du juge de l'exécution du Tribunal de commerce de céans, le Tribunal de commerce saisi doit surseoir à statuer dans la présente cause jusqu'à que la Cour d'appel de commerce d'Abidjan vide sa saisine pour éviter une contrariété de décisions entre la juridiction supérieure et le juridiction inférieure sur la question de la qualité de débitrice de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES qui est également contestée dans la présente cause ;

Subsidiairement, la société ECOWAS SHIPPING SERVICES soutient que la société ECOWAS TRANSIT et la société ECOWAS SHIPPING SERVICES sont deux sociétés distinctes et que la société ECOWAS SHIPPING SERVICES n'est engagée dans aucun lien contractuel avec la société SNBV MARTIME, EX TRANS-CI, de sorte que la créance de 30.876.273 F.CFA alléguée est mal fondée ;

La société SNBV MARITIME EX TRANS-CI estimant qu'elle est victime d'une procédure abusive et vexatoire sollicite reconventionnellement la condamnation de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES au paiement de la somme de 10.000.000 F.CFA à titre de dommages-intérêts pour le préjudice subi ;

La société SNBV MARITIME EX TRANS-CI conclut au rejet de l'exception soulevée et au bien fondée de sa demande en paiement de dommages-intérêts ;

Elle fait observer que la Cour d'appel de commerce d'Abidjan et le Tribunal de commerce d'Abidjan sont saisis respectivement de deux actions distinctes notamment d'une action en contestation de saisie conservatoire de créance et d'une action en paiement de somme d'argent et de dommages-intérêts ;

Elle relève que la décision de la Cour d'appel de commerce d'Abidjan ne peut influencer sur la décision du Tribunal de commerce d'Abidjan ;

Car, précise-t-elle, ces deux actions sont distinctes par leur objet et leur cause ;

DES MOTIFS

En la forme

Sur le caractère de la décision

La société ECOWAS SHIPPING SERVICES ayant conclu, il convient de statuer contradictoirement ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. » ;*
-

En l'espèce, l'intérêt du litige qui est de 40.876.273 F/CFA excédant la somme de 25.000.000 F /CFA, il sied de statuer en premier ressort ;

Sur l'exception tirée du sursis à statuer

La société ECOWAS SHIPPING SERVICES excipe du sursis à statuer au motif qu'il y a un risque de contrariété de décisions entre la Cour d'appel de commerce d'Abidjan et le Tribunal de commerce de céans ;

Le sursis à statuer se définit comme est la décision d'un juge de suspendre la procédure dont il est saisi et ce, jusqu'à l'accomplissement d'une formalité ou jusqu'à ce que soit rendue la décision d'une autre juridiction devant laquelle se trouve engagée un autre procès qui n'est pas encore jugé, lorsque la décision attendue doit avoir une influence sur le sort de la cause dont le Tribunal est actuellement saisi ;

En l'espèce, il est constant que la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI a introduit contre la société ECOWAS SHIPPING SERVICES une demande en paiement de la somme de 30.876.273 F.CFA représentant le reliquat de factures impayées de prestations de service et de la somme de 10.000.000 F.CFA à titre de dommages-intérêts devant le Tribunal de commerce de céans ;

Il est non moins constant que la société ECOWAS SHIPPING SERVICES a interjeté appel devant la Cour d'appel de commerce d'Abidjan d'une ordonnance RG n°4150-4295/2018 du 31 décembre 2018 du juge de l'exécution du Tribunal de commerce de céans autorisant la société SNBV MARITIME, EX TRANS-CI a pratiquer saisie conservatoire de créance au préjudice de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES ;

Il est également établi que la société ECOWAS SHIPPING SERVICES conteste la qualité de débitrice qui lui est attribuée par la société SNBV MARITIME, EX TRANS-CI devant ces deux juridictions ;

Toutefois, la société ECOWAS SHIPPING SERVICES se borne à alléguer un risque de contrariété de décisions entre la juridiction supérieure et la juridiction inférieure pour solliciter le sursis à statuer sans démontrer en quoi la décision à intervenir de la Cour d'appel de commerce d'Abidjan peut influencer sur la décision du Tribunal de commerce de céans ;

Au demeurant, l'action de la société SNBV MARINE EX TRANS-CI en paiement de la somme de 30.876.273 F.CFA représentant des factures impayées et la somme de 10.000.000 F.CFA à titre de dommages-intérêts dont le Tribunal de commerce d'Abidjan est saisi à présent et l'action de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES en contestation de saisies conservatoires de créances portée devant la Cour d'appel de commerce d'Abidjan sont deux actions distinctes dont les objets et les fondements divergent l'une de l'autre ;

Aussi, le sursis à statuer ne peut-il être retenu ;

Dès lors, il sied de le rejeter comme mal fondée ;

Sur la recevabilité de l'action et la demande reconventionnelle

La société SNBV MARITIME EX TRANS-CI et la société ECOWAS SHIPPING SERVICES ayant introduit leur action et demande reconventionnelle dans les forme et délai légaux, il convient de déclarer l'action et la demande reconventionnelle recevables ;

Au fond

Sur la demande principale de la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI en paiement de la somme de 30.876.273

F.CFA représentant ses factures impayées

La société SNBV MARITIME EXTRANS-CI sollicite la condamnation de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES au paiement de la somme de 30.876.273 F.CFA au titre de ses factures impayées ;

La société ECOWAS SHIPPING SERVICES fait valoir qu'elle n'est engagée dans aucun lien contractuel avec la société SNBV MARITIME, de sorte que la créance de 30.876.273 F.CFA alléguée est mal fondée ;

Aux termes de l'article 1315 du code civil, « *Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.* » ;
Il s'induit de cet article que la charge de la preuve d'une obligation incombe à celui qui réclame l'exécution ;

En l'espèce, la convention en date du 16 novembre 2017 dont la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI se prévaut pour réclamer la somme d'argent sus indiquée est formellement contestée par la société ECOWAS SHIPPING SERVICES ;

En outre, il ressort de l'examen de la période allant du 03 janvier 2017 au 11 septembre 2018 de facturation présentée par la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI que cette période ne couvre pas le temps qui s'est écoulé avant l'avènement de la convention du 16 novembre 2017 susmentionnée ;

Au surplus, il ressort de l'examen des factures dont la société SNBV MARITIME réclame le paiement, que celles-ci ont été établies au nom de la société ECOWAS TRANSIT et déchargées par celle-ci et non par la société ECOWAS SHIPPING SERVICES ;

Au demeurant, il ressort de l'examen des différents numéros des registres de commerce et du crédit mobilier CI-ABJ-2016-B-11280 et CI-ABJ-2016-B-06378 produits par la société ECOWAS TRANSIT et la société ECOWAS SHIPPING SERVICES que ces deux sociétés sont distinctes ;

De ce qui précède, il en résulte que la demande de la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI en paiement de la somme de 30.876.273 F.CFA représentant ses factures impayées est mal fondée et doit être rejetée ;

Sur la demande principale de la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI en paiement de la somme de 10.000.000

F.CFA à titre de dommages-intérêts

La société SNBV MARITIME EX TRANS-CI sollicite la condamnation de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES au paiement de la somme de 10.000.000 F.CFA à titre de dommages-intérêts pour le préjudice subi ;

Le Tribunal a jugé mal fondée la demande de la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI en paiement de la somme de 30.876.273 F.CFA représentant ses factures impayées et de 10.000.000 F.CFA à titre de dommages-intérêts ;

Il en résulte que la SNBV MARITIME, EX TRANS-CI ne peut être reproché à la société ECOWAS SHIPPING SERVICES une quelconque faute contractuelle susceptible d'ouvrir droit à réparation ;

Il y a lieu de débouter la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI de sa demande en paiement de dommages-intérêts ;

Sur la demande reconventionnelle de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES en paiement de la somme de 10.000.000 F/CFA pour procédure abusive et vexatoire

La société ECOWAS SHIPPING SERVICES sollicite reconventionnellement la condamnation de la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI au paiement de la somme de 10.000.000 F.CFA pour procédure abusive et vexatoire ;

La société ECOWAS SHIPPING SERVICES ne rapporte ni la preuve d'une faute quelconque de la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI dans l'exercice de son droit d'agir en justice pour faire valoir son droit ni la preuve du caractère abusif et vexatoire et de la présente procédure ;

Il sied dès lors de dire mal fondée la demande reconventionnelle de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES en paiement de la somme de 10.000.000 F/CCAF à titre de dommages-intérêts pour procédure abusive et vexatoire et de la rejeter ;

Sur les dépens

La société SNBV MARITIME EX TRANS-CI succombant, il convient de la condamner aux dépens de l'instance ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Rejette l'exception tiré du sursis à statuer ;

Reçoit la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI en son action principale et la société ECOWAS SHIPPING SERVICES en sa demande reconventionnelle ;

Dit mal fondée la demande principale de la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI en paiement de la somme de 30.876.273 F.CFA au titre de ses factures impayées et de la somme de 10.000.000 F/CFA à titre de dommages-intérêts ;

L'en déboute ;

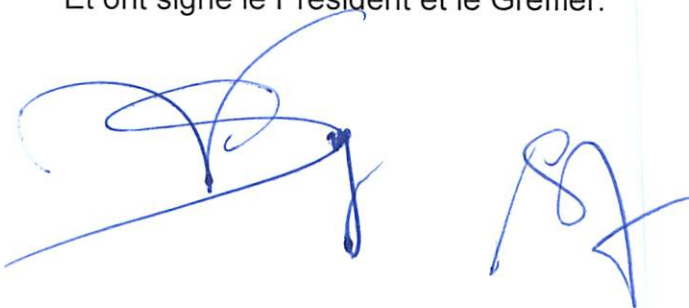
Dit mal fondée la demande reconventionnelle de la société ECOWAS SHIPPING SERVICES en paiement de la somme de 10.000.000 F.CFA à titre de dommages-intérêts pour procédure abusive et vexatoire ;

L'en déboute ;

Condamne la société SNBV MARITIME EX TRANS-CI aux dépens ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement, les jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé le Président et le Greffier.



N° QG: 00282816
D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
06 JUN 2019
Le...
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 43
N° 890 Bord 342 J. 03
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

RECEIVED
FEB 19 1964
U.S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D.C.
OFFICE OF THE SECRETARY
FEDERAL AID IN ADMINISTRATION
UNITED STATES DEPARTMENT OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D.C.